

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 21 juin 2019
DOSSIER N° 2019 CP06 B 16 32

Objet : **Approbation de la réglementation des boisements de la commune
d'Autrans-Méaudre en Vercors**

Politique : **Agriculture**

Programme : Aménagement foncier
Opération : Actions foncières

Service instructeur : DAM/AFO

Sans incidence financière

Répartition de subvention

| | | | | |
|------------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| Imputations | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant budgété | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant déjà réparti | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant de la présente répartition | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Solde à répartir | ..... | ..... | ..... | ..... |

Programmation de travaux

| | | | | |
|------------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| Imputations | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant budgété | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant déjà réparti | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant de la présente répartition | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Solde à répartir | ..... | ..... | ..... | ..... |

Conventions, contrats, marchés

| | | | | |
|---------------------|-------|-------|-------|-------|
| Imputations | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Autres (à préciser) | | | | |



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 21 juin 2019
DOSSIER N° 2019 CP06 B 16 32

Numéro provisoire : 362 - Code matière : 8.4

Délégation de la commission permanente (*références délégation - articles*) :
Délibération n° 2015SE1B3204 du 2 avril 2015

Acte réglementaire ou à publier : Oui

Dépôt en Préfecture le : 28-06-2019

Exécutoire le : 28-06-2019

Publication le :



DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N°2019 CP06 B 16 32,

Vu l'avis de la Commission du développement, du tourisme, de la montagne, de la forêt, de l'agriculture,

DECIDE

Vu la loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et son décret d'application n°2006-394 du 30 mars 2006 ;

Vu les dispositions du Titre II du Livre 1^{er} du Code rural et de la pêche maritime relatif à l'aménagement foncier, notamment les dispositions des articles L.126-1, L.126-2 et R.126-1 à R.126-11 ;

Vu la délibération de cadrage adoptée par l'Assemblée départementale en date du 13 mars 2015 ;

Vu le projet de réglementation des boisements proposé par la commission intercommunale d'aménagement foncier (CIAF) d'Autrans-Méaudre en Vercors, Villard de Lans, Corrençon en Vercors, Lans en Vercors, Saint-Nizier du Moucherotte et Engins dans sa séance du 15 janvier 2018 et approuvé par la Commission permanente du Département de l'Isère lors de sa séance du 23 février 2018 ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 6 décembre 2018 ;

Vu l'avis tacite de la commune d'Autrans-Méaudre en Vercors, l'avis tacite du Centre Régional de la Propriété Forestière Auvergne-Rhône-Alpes, l'avis de la Chambre Départementale de l'Agriculture en date du 27 février 2019, et l'avis tacite de la Communauté de communes du massif du Vercors ;

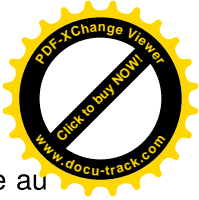
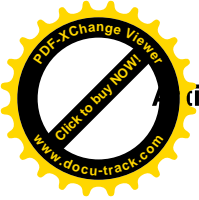
Vu la délibération de l'Assemblée départementale en date du 23 octobre 2015 relative à la délégation à la Commission permanente pour la mise en œuvre des procédures d'aménagement foncier ;

Vu le rapport du Président du Conseil départemental,

Vu l'avis de la commission du développement, du tourisme, de la montagne, de la forêt, et de l'agriculture,

Article 1 : Renouvellement

Les arrêtés préfectoraux n° 99-8553 du 26 novembre 1999 concernant Autrans et n° 99-8552 du 26 novembre 1999 concernant Méaudre sont remplacés par la présente délibération.



Article 2 : Périmètres

- Un périmètre libre (en vert sur la carte) : il n'y a pas de prescription dans le périmètre libre au titre de la réglementation des boisements. Toute plantation doit respecter les distances de recul prévues par l'article 671 du Code civil.
- Un périmètre interdit (en rouge sur la carte) : tous semis, plantations et replantations après coupe rase d'essences forestières, sont interdits.
- Un périmètre réglementé (en jaune sur la carte) : dans ce périmètre, les semis, plantations ou replantations après coupe rase d'essences forestières pourront être autorisés avec l'obligation de respecter les distances de recul suivantes :
 - Par rapport aux fonds agricoles voisins non boisés : la distance minimale de recul à respecter, lorsque le fonds voisin est une parcelle agricole, devra être de 15 mètres.
 - Par rapport à la voirie publique : la distance minimale de recul à respecter est de 2 mètres à partir de la limite du domaine public. Il n'y a pas de distance minimale de recul par rapport aux chemins ruraux. Néanmoins, des distances supérieures peuvent être établies dans le cadre des servitudes de visibilité (code de la voirie routière, article L.114-1).
 - Par rapport aux habitations et établissements recevant du public : en cas de nouveau boisement, la distance minimale de recul à respecter, lorsque le fonds voisin est une habitation ou une zone de loisirs, est de 30 mètres par rapport au mur de l'habitation et/ou de 15 mètres par rapport à la limite de la parcelle. En cas de reboisement, cette distance minimale de recul est de 6 mètres par rapport à la limite de la parcelle.
 - Par rapport aux cours d'eau : la distance de recul à respecter devra être de 10 mètres par rapport aux sommets des berges du cours d'eau et de 24 mètres par rapport à l'axe des cours d'eau qui divaguent.

Si le fond voisin est déjà boisé, la distance de recul est de 2 mètres minimum.

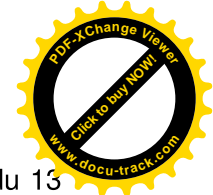
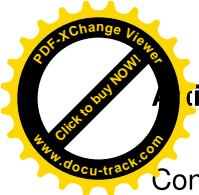
Dans le périmètre réglementé, en cas de semis, plantation ou replantation, il n'y a pas de distinction entre les différentes essences forestières concernant les distances de recul.

La liste des parcelles cadastrales comprises dans les 3 périmètres ainsi que la carte communale des périmètres figurent en annexe. En cas d'incohérence entre la liste des parcelles et la carte des périmètres, la carte fait foi.

La durée de validité du périmètre interdit est de 15 ans à compter de la publication de la présente délibération. A l'issue de ces 15 ans, le périmètre interdit devient d'office un périmètre réglementé.

Le périmètre réglementé est valable jusqu'à la révision de la réglementation des boisements avec les distances de recul mentionnées ci-dessus.

Dans tous les périmètres, l'entretien des bandes de recul est à la charge du propriétaire.



Article 3 : Eléments exclus de la réglementation

Conformément à la délibération de cadrage adoptée par l'Assemblée départementale en date du 13 mars 2015, les éléments suivants sont exclus de la réglementation des boisements :

- les habitations et les parcs ou jardins attenants cadastrés comme tels,
- les vergers,
- les haies champêtres (haies libres, haies taillées, petits brise-vent) implantées en limite de parcelle ou selon la topographie (lutte contre l'érosion),
- les arbres isolés,
- les pépinières pour les exploitations inscrites au centre de formalités des entreprises agricoles,
- les ripisylves d'une largeur inférieure à 20 mètres, existantes ou à créer avec des essences adaptées aux milieux alluviaux,
- les plantations anti-congères, les alignements et les plantations réalisées dans le cadre d'un aménagement foncier (inter)communal ou dans le cadre d'un projet public (ou associatif) d'intérêt collectif,
- les plantations d'arbres (essences forestières ou non) dans le cadre de systèmes agro-forestiers^[1].

Article 4 : Sapins de Noël

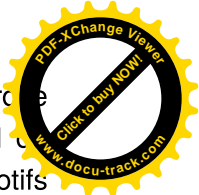
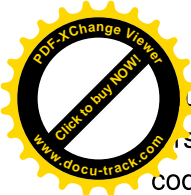
Les semis, plantations ou replantations de sapins de Noël, tels que définis dans le décret n°2003-285 du 25 mars 2003, ne sont pas soumis aux interdictions et réglementations des boisements. Cependant, tous semis, plantations ou replantations de sapins de Noël restent soumis à déclaration auprès du Département à partir d'un formulaire ad hoc (article R.126-8-1 du code rural et de la pêche maritime).

Article 5 : Replantation après coupe rase

Les interdictions ou réglementation après coupes rases ne peuvent s'appliquer qu'à des parcelles isolées ou à des parcelles rattachées à un massif d'une superficie inférieure à 0,5 hectare pour les forêts alluviales et ripisylves de plus de 20 mètres de large ou 4 hectares pour tous les autres peuplements.

Cette mesure ne concerne que les parcelles boisées incluses dans les périmètres interdits ou réglementés.

| périmètre interdit pour les massifs d'une surface inférieure à : | | périmètre réglementé pour les massifs d'une surface inférieure à : | |
|--|---|--|---|
| 0,5 ha pour les forêts alluviales et ripisylves ^[2] | 4 ha pour les autres massifs ou parcelles boisées isolées | 0,5 ha pour les forêts alluviales et ripisylves ^[2] | 4 ha pour les autres massifs ou parcelles boisées isolées |
| Après une coupe rase, on ne replante pas | | Après une coupe rase, on peut replanter en respectant les distances de recul | |



quel que soit le périmètre, la reconstitution des boisements après coupe rase ne peut être interdite lorsque les boisements sont classés à conserver ou à protéger en application de l'article L.130-1 du code de l'urbanisme ou lorsque le maintien de la destination forestière est nécessaire pour un des motifs énumérés à l'article L.311-3 du code forestier.

Article 6 : Procédure

Tout propriétaire qui veut procéder à des semis, plantations et replantations d'essences forestières au sein du périmètre réglementé doit demander l'autorisation préalable auprès du Conseil départemental, par l'intermédiaire du Maire d'Autrans-Méaudre en Vercors, à partir d'un imprimé disponible en mairie ou au Conseil départemental.

En cas de non réponse à l'expiration d'un délai de 3 mois, le demandeur peut procéder au semis, à la plantation ou replantation envisagé pendant 5 ans à compter de cette date.

Article 7 : Approbation et diffusion

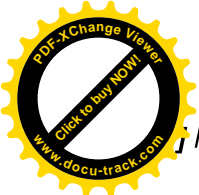
La présente délibération sera affichée pendant quinze jours au moins en mairie d'Autrans-Méaudre en Vercors et fera l'objet d'un avis publié dans un journal local diffusé dans tout le département. Elle sera insérée au recueil des actes administratifs du Département.

La réglementation des boisements sera exécutoire et les mesures transitoires édictées par délibération de la commission permanente du Conseil départemental en date du 31 mars 2017 seront caduques après les dernières mesures de publicité.

La Directrice générale des services du Département de l'Isère et le Maire de la commune d'Autrans-Méaudre en Vercors sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Article 8 : Recours

La présente délibération peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Un tel recours contentieux devra être déposé devant le Tribunal administratif de Grenoble, sis 2, place de Verdun - 38000 Grenoble. Dans ce même délai, la présente délibération pourra également être l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental de l'Isère, cette démarche suspendant le délai du recours contentieux.



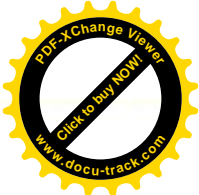
la délibération de cadrage précise les modalités d'exclusion de ces plantations

Pour extrait conforme,

Le Président,



Jean-Pierre Barbier





**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 21 juin 2019
DOSSIER N° 2019 CP06 B 16 35

Objet : **Approbation de la réglementation des boisements de la commune de Corrençon en Vercors**

Politique : **Agriculture**

Programme : Aménagement foncier
Opération : Actions foncières

Service instructeur : DAM/AFO

Sans incidence financière

Répartition de subvention

| | | | | |
|------------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| Imputations | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant budgété | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant déjà réparti | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant de la présente répartition | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Solde à répartir | ..... | ..... | ..... | ..... |

Programmation de travaux

| | | | | |
|------------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| Imputations | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant budgété | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant déjà réparti | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant de la présente répartition | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Solde à répartir | ..... | ..... | ..... | ..... |

Conventions, contrats, marchés

| | | | | |
|---------------------|-------|-------|-------|-------|
| Imputations | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Autres (à préciser) | | | | |



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 21 juin 2019
DOSSIER N° 2019 CP06 B 16 35

Numéro provisoire : 364 - Code matière : 8.4

Délégation de la commission permanente (*références délégation - articles*) :

Délibération n° 2015SE1B3204 du 2 avril 2015

Acte réglementaire ou à publier : Oui

Dépôt en Préfecture le : 28-06-2019

Exécutoire le : 28-06-2019

Publication le :



DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N°2019 CP06 B 16 35,

Vu l'avis de la Commission du développement, du tourisme, de la montagne, de la forêt, de l'agriculture,

DECIDE

Vu la loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et son décret d'application n°2006-394 du 30 mars 2006 ;

Vu les dispositions du Titre II du Livre 1^{er} du Code rural et de la pêche maritime relatif à l'aménagement foncier, notamment les dispositions des articles L.126-1, L.126-2 et R.126-1 à R.126-11 ;

Vu la délibération de cadrage adoptée par l'Assemblée départementale en date du 13 mars 2015 ;

Vu le projet de réglementation des boisements proposé par la commission intercommunale d'aménagement foncier (CIAF) d'Autrans-Méaudre en Vercors, Villard de Lans, Corrençon en Vercors, Lans en Vercors, Saint-Nizier du Moucherotte et Engins dans sa séance du 15 janvier 2018 et approuvé par la Commission permanente du Département de l'Isère lors de sa séance du 23 février 2018 ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 6 décembre 2018 ;

Vu l'avis tacite de la commune de Corrençon en Vercors, l'avis tacite du Centre Régional de la Propriété Forestière Auvergne-Rhône-Alpes, l'avis de la Chambre Départementale de l'Agriculture en date du 27 février 2019, et l'avis tacite de la Communauté de communes du massif du Vercors ;

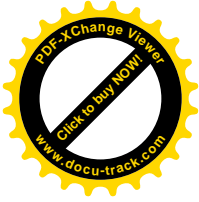
Vu la délibération de l'Assemblée départementale en date du 23 octobre 2015 relative à la délégation à la Commission permanente pour la mise en œuvre des procédures d'aménagement foncier ;

Vu le rapport du Président du Conseil départemental ;

Vu l'avis de la commission du développement, du tourisme, de la montagne, de la forêt, et de l'agriculture ;

Article 1 : Renouvellement

L'arrêté préfectoral n° 99-3135 du 30 avril 1999 est remplacé par la présente délibération.



Article 2 : Périmètres

- Un périmètre libre (en vert sur la carte) : il n'y a pas de prescription dans le périmètre libre au titre de la réglementation des boisements. Toute plantation doit respecter les distances de recul prévues par l'article 671 du Code civil.
- Un périmètre interdit (en rouge sur la carte) : tous semis, plantations et replantations après coupe rase d'essences forestières, sont interdits.

Si le fond voisin est déjà boisé, la distance de recul est de 2 mètres minimum.

La liste des parcelles cadastrales comprises dans les 2 périmètres ainsi que la carte communale des périmètres figurent en annexe. En cas d'incohérence entre la liste des parcelles et la carte des périmètres, la carte fait foi.

La durée de validité du périmètre interdit est de 15 ans à compter de la publication de la présente délibération. A l'issue de ces 15 ans, le périmètre interdit devient d'office un périmètre réglementé. Dans ce périmètre, les semis, plantations ou replantations après coupe rase d'essences forestières pourront être autorisés avec l'obligation de respecter les distances de recul suivantes :

- Par rapport aux fonds agricoles voisins non boisés : la distance minimale de recul à respecter, lorsque le fonds voisin est une parcelle agricole, devra être de 15 mètres.
- Par rapport à la voirie publique : la distance minimale de recul à respecter est de 2 mètres à partir de la limite du domaine public. Il n'y a pas de distance minimale de recul par rapport aux chemins ruraux. Néanmoins, des distances supérieures peuvent être établies dans le cadre des servitudes de visibilité (code de la voirie routière, article L.114-1).
- Par rapport aux habitations et établissements recevant du public : en cas de nouveau boisement, la distance minimale de recul à respecter, lorsque le fonds voisin est une habitation ou une zone de loisirs, est de 30 mètres par rapport au mur de l'habitation et/ou de 15 mètres par rapport à la limite de la parcelle. En cas de reboisement, cette distance minimale de recul est de 6 mètres par rapport à la limite de la parcelle.
- Par rapport aux cours d'eau : la distance de recul à respecter devra être de 10 mètres par rapport aux sommets des berges du cours d'eau et de 24 mètres par rapport à l'axe des cours d'eau qui divaguent.

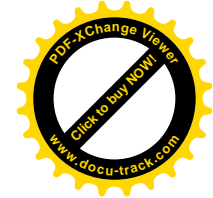
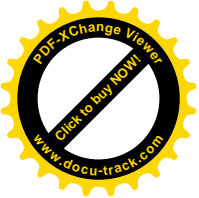
Dans le périmètre réglementé, en cas de semis, plantation ou replantation, il n'y a pas de distinction entre les différentes essences forestières concernant les distances de recul.

Le périmètre réglementé est valable jusqu'à la révision de la réglementation des boisements avec les distances de recul mentionnées ci-dessus.

Dans tous les périmètres, l'entretien des bandes de recul est à la charge du propriétaire.

Article 3 : Eléments exclus de la réglementation

Conformément à la délibération de cadrage adoptée par l'Assemblée départementale en date du 13 mars 2015, les éléments suivants sont exclus de la réglementation des boisements :



- les habitations et les parcs ou jardins attenants cadastrés comme tels,
- les vergers,
- les haies champêtres (haies libres, haies taillées, petits brise-vent) implantées en limite de parcelle ou selon la topographie (lutte contre l'érosion),
- les arbres isolés,
- les pépinières pour les exploitations inscrites au centre de formalités des entreprises agricoles,
- les ripisylves d'une largeur inférieure à 20 mètres, existantes ou à créer avec des essences adaptées aux milieux alluviaux,
- les plantations anti-congères, les alignements et les plantations réalisées dans le cadre d'un aménagement foncier (inter)communal ou dans le cadre d'un projet public (ou associatif) d'intérêt collectif,
- les plantations d'arbres (essences forestières ou non) dans le cadre de systèmes agro-forestiers^[1].

Article 4 : Sapins de Noël

Les semis, plantations ou replantations de sapins de Noël, tels que définis dans le décret n°2003-285 du 25 mars 2003, ne sont pas soumis aux interdictions et réglementations des boisements. Cependant, tous semis, plantations ou replantations de sapins de Noël restent soumis à déclaration auprès du Département à partir d'un formulaire ad hoc (article R.126-8-1 du code rural et de la pêche maritime).

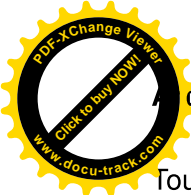
Article 5 : Replantation après coupe rase

Les interdictions ou réglementation après coupe rase ne peuvent s'appliquer qu'à des parcelles isolées ou à des parcelles rattachées à un massif d'une superficie inférieure à 0,5 hectare pour les forêts alluviales et ripisylves de plus de 20 mètres de large ou 4 hectares pour tous les autres peuplements.

Cette mesure ne concerne que les parcelles boisées incluses dans les périmètres interdits ou réglementés.

| périmètre interdit pour les massifs d'une surface inférieure à : | | périmètre réglementé pour les massifs d'une surface inférieure à : | |
|---|---|---|---|
| 0,5 ha pour les forêts alluviales et ripisylves ^[2] | 4 ha pour les autres massifs ou parcelles boisées isolées | 0,5 ha pour les forêts alluviales et ripisylves ^[2] | 4 ha pour les autres massifs ou parcelles boisées isolées |
| Après une coupe rase, on ne replante pas | | Après une coupe rase, on peut replanter en respectant les distances de recul | |

Quel que soit le périmètre, la reconstitution des boisements après coupe rase ne peut être interdite lorsque les boisements sont classés à conserver ou à protéger en application de l'article L.130-1 du code de l'urbanisme ou lorsque le maintien de la destination forestière est nécessaire pour un des motifs énumérés à l'article L.311-3 du code forestier.



Article 6 : Procédure

Tout propriétaire qui veut procéder à des semis, plantations et replantations d'essences forestières au sein du périmètre réglementé doit demander l'autorisation préalable auprès du Conseil départemental, par l'intermédiaire du Maire de Corrençon en Vercors, à partir d'un imprimé disponible en mairie ou au Conseil départemental.

En cas de non réponse à l'expiration d'un délai de 3 mois, le demandeur peut procéder au semis, à la plantation ou replantation envisagé pendant 5 ans à compter de cette date.

Article 7 : Approbation et diffusion

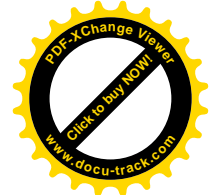
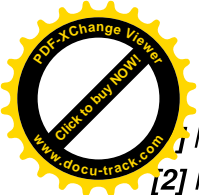
La présente délibération sera affichée pendant quinze jours au moins en mairie de Corrençon en Vercors et fera l'objet d'un avis publié dans un journal local diffusé dans tout le département. Elle sera insérée au recueil des actes administratifs du Département.

La réglementation des boisements sera exécutoire et les mesures transitoires édictées par délibération de la commission permanente du Conseil départemental en date du 31 mars 2017 seront caduques après les dernières mesures de publicité.

La Directrice générale des services du Département de l'Isère et le Maire de la commune de Corrençon en Vercors sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Article 8 : Recours

La présente délibération peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Un tel recours contentieux devra être déposé devant le Tribunal administratif de Grenoble, sis 2, place de Verdun - 38000 Grenoble. Dans ce même délai, la présente délibération pourra également être l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental de l'Isère, cette démarche suspendant le délai du recours contentieux.



la délibération de cadrage précise les modalités d'exclusion de ces plantations
[2] Ripisylves de plus de 20 mètres de large

Pour extrait conforme,

Le Président,



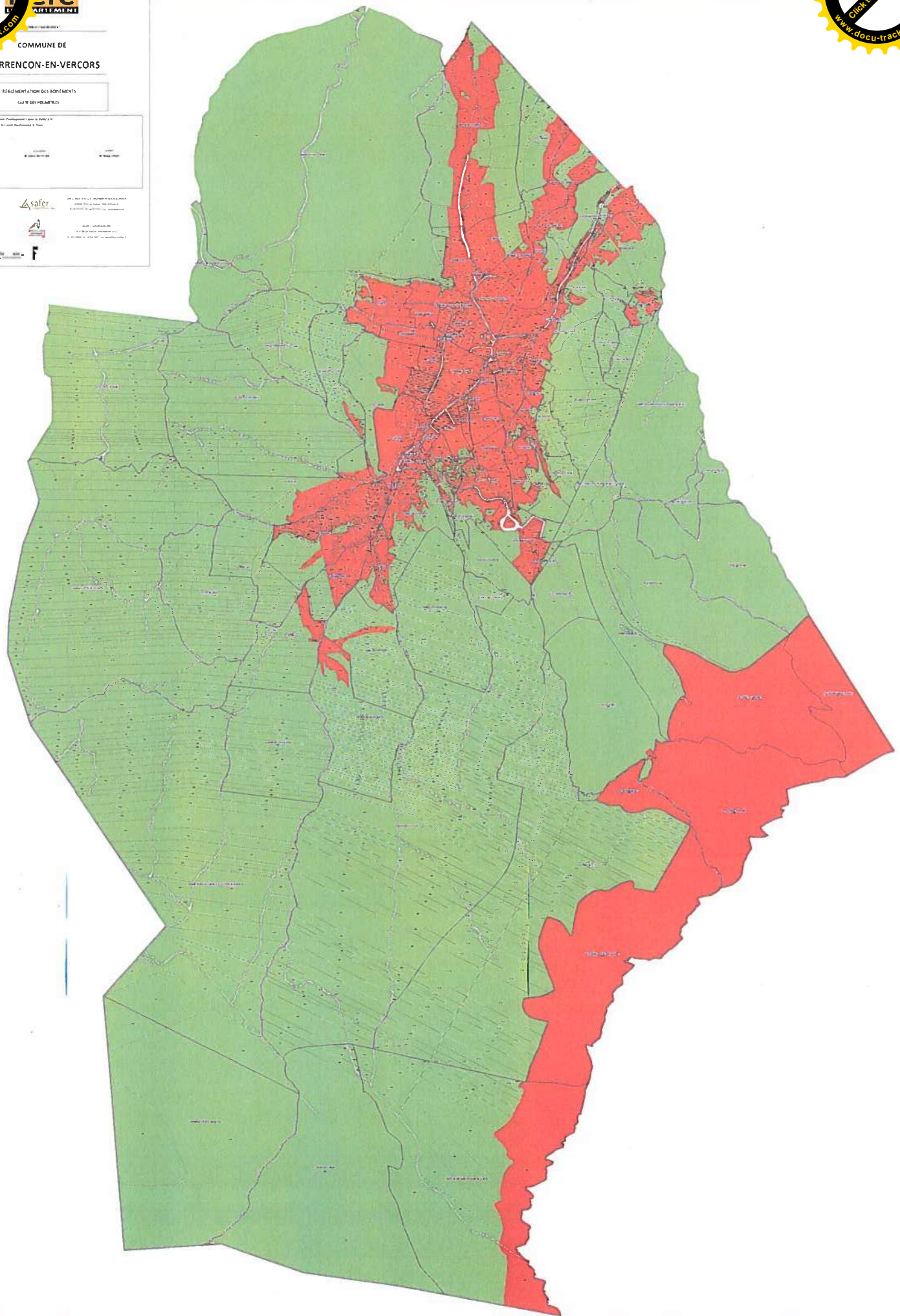
Jean-Pierre Barbier

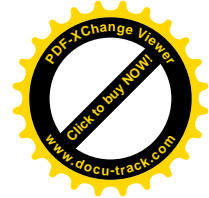


COMMUNE DE
CORRENÇON-EN-VERCORS

RÉGLEMENTATION DES ZONEMENTS
CARTES DES PÉRIMÈTRES

Plan réglementaire de zonement et de classement. Établissement : 2010. Révisé : 2015.
Le zonement est défini par le règlement de zonement et de classement. Le zonement est défini par le règlement de zonement et de classement.





**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 21 juin 2019
DOSSIER N° 2019 CP06 B 16 38

Objet : **Approbation de la réglementation des boisements de la commune d'Engins**

Politique : **Agriculture**

Programme : Aménagement foncier
Opération : Actions foncières

Service instructeur : DAM/AFO

Sans incidence financière

Répartition de subvention

| | | | | |
|------------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| Imputations | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant budgété | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant déjà réparti | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant de la présente répartition | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Solde à répartir | ..... | ..... | ..... | ..... |

Programmation de travaux

| | | | | |
|------------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| Imputations | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant budgété | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant déjà réparti | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant de la présente répartition | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Solde à répartir | ..... | ..... | ..... | ..... |

Conventions, contrats, marchés

| | | | | |
|---------------------|-------|-------|-------|-------|
| Imputations | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Autres (à préciser) | | | | |



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 21 juin 2019
DOSSIER N° 2019 CP06 B 16 38

Numéro provisoire : 367 - Code matière : 8.4

Délégation de la commission permanente (*références délégation - articles*) :

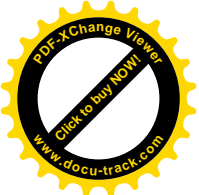
Délibération n° 2015SE1B3204 du 2 avril 2015

Acte réglementaire ou à publier : Oui

Dépôt en Préfecture le : 28-06-2019

Exécutoire le : 28-06-2019

Publication le :



DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N°2019 CP06 B 16 38,

Vu l'avis de la Commission du développement, du tourisme, de la montagne, de la forêt, de l'agriculture,

DECIDE

Vu la loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et son décret d'application n°2006-394 du 30 mars 2006 ;

Vu les dispositions du Titre II du Livre 1^{er} du Code rural et de la pêche maritime relatif à l'aménagement foncier, notamment les dispositions des articles L.126-1, L.126-2 et R.126-1 à R.126-11 ;

Vu la délibération de cadrage adoptée par l'Assemblée départementale en date du 13 mars 2015 ;

Vu le projet de réglementation des boisements proposé par la commission intercommunale d'aménagement foncier (CIAF) d'Autrans-Méaudre en Vercors, Villard de Lans, Corrençon en Vercors, Lans en Vercors, Saint-Nizier du Moucherotte et Engins dans sa séance du 15 janvier 2018 et approuvé par la Commission permanente du Département de l'Isère lors de sa séance du 23 février 2018 ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 6 décembre 2018 ;

Vu l'avis tacite de la commune d'Engins, l'avis tacite du Centre Régional de la Propriété Forestière Auvergne-Rhône-Alpes, l'avis de la Chambre Départementale de l'Agriculture en date du 27 février 2019, et l'avis tacite de la Communauté de communes du massif du Vercors ;

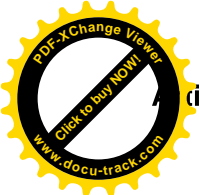
Vu la délibération de l'Assemblée départementale en date du 23 octobre 2015 relative à la délégation à la Commission permanente pour la mise en œuvre des procédures d'aménagement foncier ;

Vu le rapport du Président du Conseil départemental ;

Vu l'avis de la commission du développement, du tourisme, de la montagne, de la forêt, et de l'agriculture ;

Article 1 : Renouvellement

L'arrêté préfectoral n°95-6023 du 27 septembre 1995 est remplacé par la présente délibération.



Article 2 : Périmètres

- Un périmètre libre (en vert sur la carte) : il n'y a pas de prescription dans le périmètre libre au titre de la réglementation des boisements. Toute plantation doit respecter les distances de recul prévues par l'article 671 du Code civil.
- Un périmètre interdit (en rouge sur la carte) : tous semis, plantations et replantations après coupe rase d'essences forestières, sont interdits.
- Un périmètre réglementé (en jaune sur la carte) : dans ce périmètre, les semis, plantations ou replantations après coupe rase d'essences forestières pourront être autorisés avec l'obligation de respecter les distances de recul suivantes :
 - Par rapport aux fonds agricoles voisins non boisés : la distance minimale de recul à respecter, lorsque le fonds voisin est une parcelle agricole, devra être de 15 mètres.
 - Par rapport à la voirie publique : la distance minimale de recul à respecter est de 2 mètres à partir de la limite du domaine public. Il n'y a pas de distance minimale de recul par rapport aux chemins ruraux. Néanmoins, des distances supérieures peuvent être établies dans le cadre des servitudes de visibilité (code de la voirie routière, article L.114-1).
 - Par rapport aux habitations et établissements recevant du public : en cas de nouveau boisement, la distance minimale de recul à respecter, lorsque le fonds voisin est une habitation ou une zone de loisirs, est de 30 mètres par rapport au mur de l'habitation et/ou de 15 mètres par rapport à la limite de la parcelle. En cas de reboisement, cette distance minimale de recul est de 6 mètres par rapport à la limite de la parcelle.
 - Par rapport aux cours d'eau : la distance de recul à respecter devra être de 10 mètres par rapport aux sommets des berges du cours d'eau et de 24 mètres par rapport à l'axe des cours d'eau qui divaguent.

Si le fond voisin est déjà boisé, la distance de recul est de 2 mètres minimum.

Dans le périmètre réglementé, en cas de semis, plantation ou replantation, il n'y a pas de distinction entre les différentes essences forestières concernant les distances de recul.

La liste des parcelles cadastrales comprises dans les 3 périmètres ainsi que la carte communale des périmètres figurent en annexe. En cas d'incohérence entre la liste des parcelles et la carte des périmètres, la carte fait foi.

La durée de validité du périmètre interdit est de 15 ans à compter de la publication de la présente délibération. A l'issue de ces 15 ans, le périmètre interdit devient d'office un périmètre réglementé.

Le périmètre réglementé est valable jusqu'à la révision de la réglementation des boisements avec les distances de recul mentionnées ci-dessus.

Dans tous les périmètres, l'entretien des bandes de recul est à la charge du propriétaire.

Article 3 : Eléments exclus de la réglementation

Conformément à la délibération de cadrage adoptée par l'Assemblée départementale en date du 13 mars 2015, les éléments suivants sont exclus de la réglementation des boisements :



- les habitations et les parcs ou jardins attenants cadastrés comme tels,
- les vergers,
- les haies champêtres (haies libres, haies taillées, petits brise-vent) implantées en limite de parcelle ou selon la topographie (lutte contre l'érosion),
- les arbres isolés,
- les pépinières pour les exploitations inscrites au centre de formalités des entreprises agricoles,
- les ripisylves d'une largeur inférieure à 20 mètres, existantes ou à créer avec des essences adaptées aux milieux alluviaux,
- les plantations anti-congères, les alignements et les plantations réalisées dans le cadre d'un aménagement foncier (inter)communal ou dans le cadre d'un projet public (ou associatif) d'intérêt collectif,
- les plantations d'arbres (essences forestières ou non) dans le cadre de systèmes agro-forestiers^[1].

Article 4 : Sapins de Noël

Les semis, plantations ou replantations de sapins de Noël, tels que définis dans le décret n°2003-285 du 25 mars 2003, ne sont pas soumis aux interdictions et réglementations des boisements. Cependant, tous semis, plantations ou replantations de sapins de Noël restent soumis à déclaration auprès du Département à partir d'un formulaire ad hoc (article R.126-8-1 du code rural et de la pêche maritime).

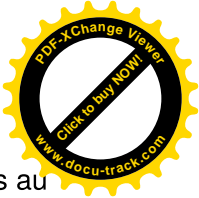
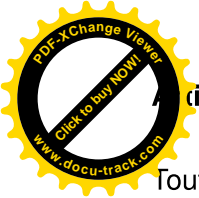
Article 5 : Replantation après coupe rase

Les interdictions ou réglementation après coupe rase ne peuvent s'appliquer qu'à des parcelles isolées ou à des parcelles rattachées à un massif d'une superficie inférieure à 0,5 hectare pour les forêts alluviales et ripisylves de plus de 20 mètres de large ou 4 hectares pour tous les autres peuplements.

Cette mesure ne concerne que les parcelles boisées incluses dans les périmètres interdits ou réglementés.

| périmètre interdit pour les massifs d'une surface inférieure à : | | périmètre réglementé pour les massifs d'une surface inférieure à : | |
|---|---|---|---|
| 0,5 ha pour les forêts alluviales et ripisylves ^[2] | 4 ha pour les autres massifs ou parcelles boisées isolées | 0,5 ha pour les forêts alluviales et ripisylves ^[2] | 4 ha pour les autres massifs ou parcelles boisées isolées |
| Après une coupe rase, on ne replante pas | | Après une coupe rase, on peut replanter en respectant les distances de recul | |

Quel que soit le périmètre, la reconstitution des boisements après coupe rase ne peut être interdite lorsque les boisements sont classés à conserver ou à protéger en application de l'article L.130-1 du code de l'urbanisme ou lorsque le maintien de la destination forestière est nécessaire pour un des motifs énumérés à l'article L.311-3 du code forestier.



Article 6 : Procédure

Tout propriétaire qui veut procéder à des semis, plantations et replantations d'essences forestières au sein du périmètre réglementé doit demander l'autorisation préalable auprès du Conseil départemental, par l'intermédiaire du Maire d'Engins, à partir d'un imprimé disponible en mairie ou au Conseil départemental.

En cas de non réponse à l'expiration d'un délai de 3 mois, le demandeur peut procéder au semis, à la plantation ou replantation envisagé pendant 5 ans à compter de cette date.

Article 7 : Approbation et diffusion

La présente délibération sera affichée pendant quinze jours au moins en mairie d'Engins et fera l'objet d'un avis publié dans un journal local diffusé dans tout le département. Elle sera insérée au recueil des actes administratifs du Département.

La réglementation des boisements sera exécutoire et les mesures transitoires édictées par délibération de la commission permanente du Conseil départemental en date du 31 mars 2017 seront caduques après les dernières mesures de publicité.

La Directrice générale des services du Département de l'Isère et le Maire de la commune d'Engins sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Article 8 : Recours


La présente délibération peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Un tel recours contentieux devra être déposé devant le Tribunal administratif de Grenoble, sis 2, place de Verdun - 38000 Grenoble. Dans ce même délai, la présente délibération pourra également être l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental de l'Isère, cette démarche suspendant le délai du recours contentieux.

[1] la délibération de cadrage précise les modalités d'exclusion de ces plantations

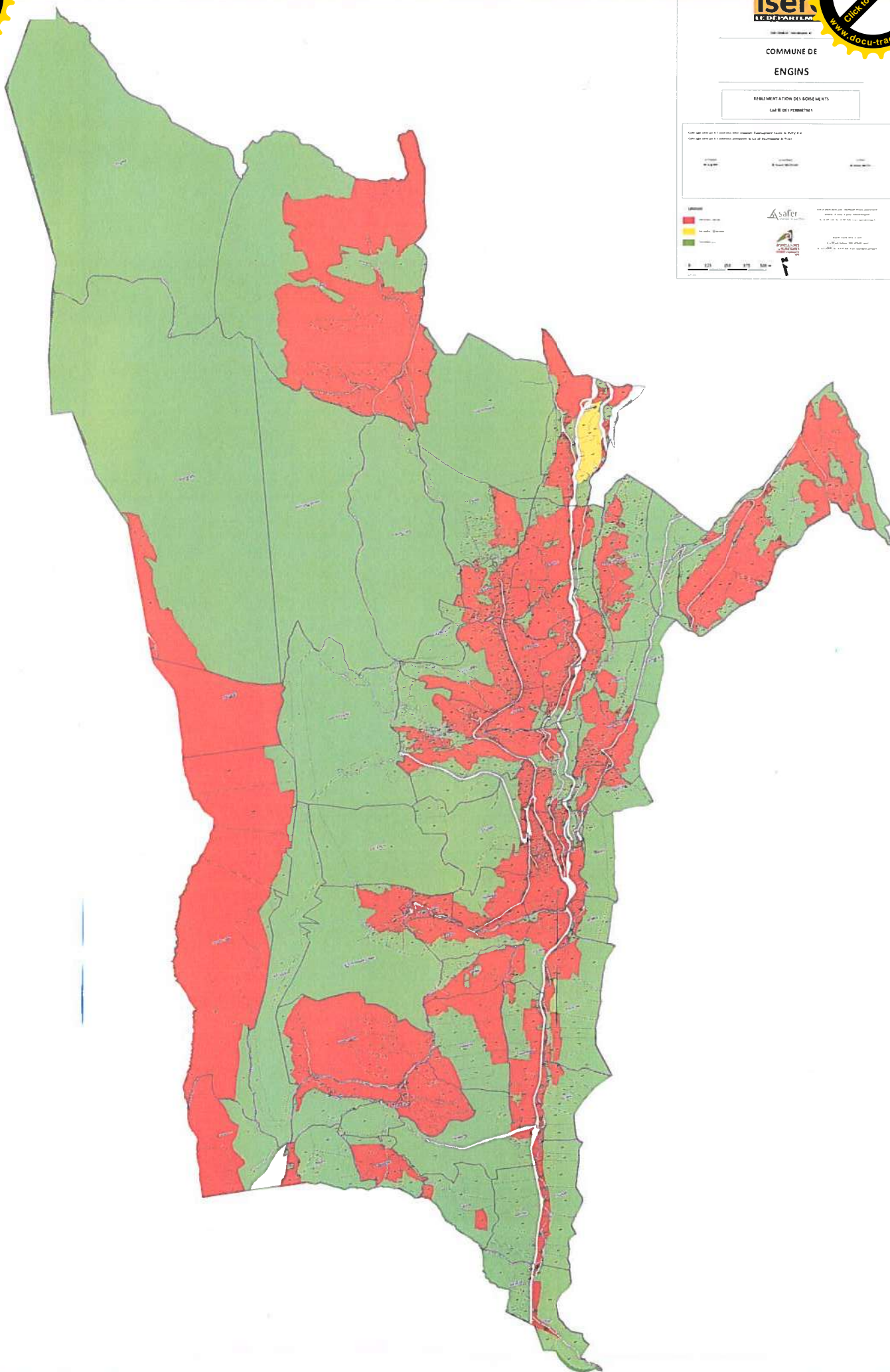
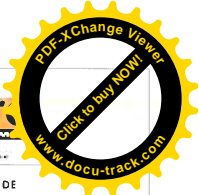
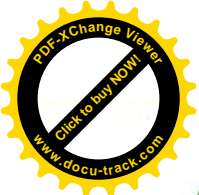
[2] Ripisylves de plus de 20 mètres de large

Pour extrait conforme,

Le Président,



Jean-Pierre Barbier



isère
LE DÉPARTEMENT

COMMUNE DE
ENGINS

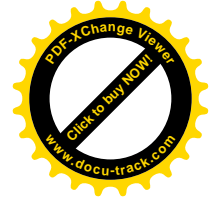
RÈGLEMENTATION DES BOULEVARDIS
LAP 02 DE 1 FERMETURE 1

Le plan d'urbanisme est le document qui définit l'usage des sols et l'aspect de l'habitat. Il est approuvé par le conseil municipal et le conseil d'urbanisme. Le plan d'urbanisme est le document qui définit l'usage des sols et l'aspect de l'habitat. Il est approuvé par le conseil municipal et le conseil d'urbanisme.

Asafer

Le plan d'urbanisme est le document qui définit l'usage des sols et l'aspect de l'habitat. Il est approuvé par le conseil municipal et le conseil d'urbanisme. Le plan d'urbanisme est le document qui définit l'usage des sols et l'aspect de l'habitat. Il est approuvé par le conseil municipal et le conseil d'urbanisme.

0 225 450 900 m



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 21 juin 2019
DOSSIER N° 2019 CP06 B 16 36

Objet : **Approbation de la réglementation des boisements de la commune de
Lans en Vercors**

Politique : **Agriculture**

Programme : Aménagement foncier
Opération : Actions foncières

Service instructeur : DAM/AFO

Sans incidence financière

Répartition de subvention

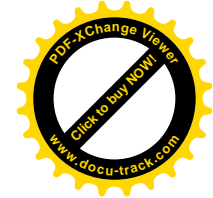
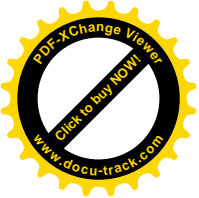
| | | | | |
|------------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| Imputations | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant budgété | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant déjà réparti | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant de la présente répartition | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Solde à répartir | ..... | ..... | ..... | ..... |

Programmation de travaux

| | | | | |
|------------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| Imputations | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant budgété | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant déjà réparti | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant de la présente répartition | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Solde à répartir | ..... | ..... | ..... | ..... |

Conventions, contrats, marchés

| | | | | |
|---------------------|-------|-------|-------|-------|
| Imputations | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Autres (à préciser) | | | | |



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 21 juin 2019
DOSSIER N° 2019 CP06 B 16 36

Numéro provisoire : 365 - Code matière : 8.4

Délégation de la commission permanente (*références délégation - articles*) :

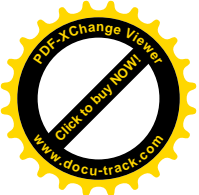
Délibération n° 2015SE1B3204 du 2 avril 2015

Acte réglementaire ou à publier : Oui

Dépôt en Préfecture le : 28-06-2019

Exécutoire le : 28-06-2019

Publication le :



DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N°2019 CP06 B 16 36,

Vu l'avis de la Commission du développement, du tourisme, de la montagne, de la forêt, de l'agriculture,

DECIDE

Vu la loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et son décret d'application n°2006-394 du 30 mars 2006 ;

Vu les dispositions du Titre II du Livre 1^{er} du Code rural et de la pêche maritime relatif à l'aménagement foncier, notamment les dispositions des articles L.126-1, L.126-2 et R.126-1 à R.126-11 ;

Vu la délibération de cadrage adoptée par l'Assemblée départementale en date du 13 mars 2015 ;

Vu le projet de réglementation des boisements proposé par la commission intercommunale d'aménagement foncier (CIAF) d'Autrans-Méaudre en Vercors, Villard de Lans, Corrençon en Vercors, Lans en Vercors, Saint-Nizier du Moucherotte et Engins dans sa séance du 15 janvier 2018 et approuvé par la Commission permanente du Département de l'Isère lors de sa séance du 23 février 2018 ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 6 décembre 2018 ;

Vu l'avis de la commune de Lans en Vercors en date du 21 février 2019, l'avis tacite du Centre Régional de la Propriété Forestière Auvergne-Rhône-Alpes, l'avis de la Chambre Départementale de l'Agriculture en date du 27 février 2019, et l'avis tacite de la Communauté de communes du massif du Vercors ;

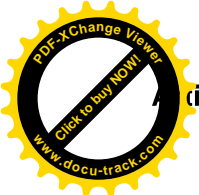
Vu la délibération de l'Assemblée départementale en date du 23 octobre 2015 relative à la délégation à la Commission permanente pour la mise en œuvre des procédures d'aménagement foncier ;

Vu le rapport du Président du Conseil départemental ;

Vu l'avis de la commission du développement, du tourisme, de la montagne, de la forêt, et de l'agriculture ;

Article 1 : Renouvellement

L'arrêté préfectoral n°95-6022 du 27 septembre 1995 est remplacé par la présente délibération.



Article 2 : Périmètres

- Un périmètre libre (en vert sur la carte) : il n'y a pas de prescription dans le périmètre libre au titre de la réglementation des boisements. Toute plantation doit respecter les distances de recul prévues par l'article 671 du Code civil.
- Un périmètre interdit (en rouge sur la carte) : tous semis, plantations et replantations après coupe rase d'essences forestières, sont interdits.
- Un périmètre réglementé (en jaune sur la carte) : dans ce périmètre, les semis, plantations ou replantations après coupe rase d'essences forestières pourront être autorisés avec l'obligation de respecter les distances de recul suivantes :
 - Par rapport aux fonds agricoles voisins non boisés : la distance minimale de recul à respecter, lorsque le fonds voisin est une parcelle agricole, devra être de 15 mètres.
 - Par rapport à la voirie publique : la distance minimale de recul à respecter est de 2 mètres à partir de la limite du domaine public. Il n'y a pas de distance minimale de recul par rapport aux chemins ruraux. Néanmoins, des distances supérieures peuvent être établies dans le cadre des servitudes de visibilité (code de la voirie routière, article L.114-1).
 - Par rapport aux habitations et établissements recevant du public : en cas de nouveau boisement, la distance minimale de recul à respecter, lorsque le fonds voisin est une habitation ou une zone de loisirs, est de 30 mètres par rapport au mur de l'habitation et/ou de 15 mètres par rapport à la limite de la parcelle. En cas de reboisement, cette distance minimale de recul est de 6 mètres par rapport à la limite de la parcelle.
 - Par rapport aux cours d'eau : la distance de recul à respecter devra être de 10 mètres par rapport aux sommets des berges du cours d'eau et de 24 mètres par rapport à l'axe des cours d'eau qui divaguent.

Si le fond voisin est déjà boisé, la distance de recul est de 2 mètres minimum.

Dans le périmètre réglementé, en cas de semis, plantation ou replantation, il n'y a pas de distinction entre les différentes essences forestières concernant les distances de recul.

La liste des parcelles cadastrales comprises dans les 3 périmètres ainsi que la carte communale des périmètres figurent en annexe. En cas d'incohérence entre la liste des parcelles et la carte des périmètres, la carte fait foi.

La durée de validité du périmètre interdit est de 15 ans à compter de la publication de la présente délibération. A l'issue de ces 15 ans, le périmètre interdit devient d'office un périmètre réglementé.

Le périmètre réglementé est valable jusqu'à la révision de la réglementation des boisements avec les distances de recul mentionnées ci-dessus.

Dans tous les périmètres, l'entretien des bandes de recul est à la charge du propriétaire.

Article 3 : Eléments exclus de la réglementation

Conformément à la délibération de cadrage adoptée par l'Assemblée départementale en date du 13 mars 2015, les éléments suivants sont exclus de la réglementation des boisements :



- les habitations et les parcs ou jardins attenants cadastrés comme tels,
- les vergers,
- les haies champêtres (haies libres, haies taillées, petits brise-vent) implantées en limite de parcelle ou selon la topographie (lutte contre l'érosion),
- les arbres isolés,
- les pépinières pour les exploitations inscrites au centre de formalités des entreprises agricoles,
- les ripisylves d'une largeur inférieure à 20 mètres, existantes ou à créer avec des essences adaptées aux milieux alluviaux,
- les plantations anti-congères, les alignements et les plantations réalisées dans le cadre d'un aménagement foncier (inter)communal ou dans le cadre d'un projet public (ou associatif) d'intérêt collectif,
- les plantations d'arbres (essences forestières ou non) dans le cadre de systèmes agroforestiers^[1].

Article 4 : Sapins de Noël

Les semis, plantations ou replantations de sapins de Noël, tels que définis dans le décret n°2003-285 du 25 mars 2003, ne sont pas soumis aux interdictions et réglementations des boisements. Cependant, tous semis, plantations ou replantations de sapins de Noël restent soumis à déclaration auprès du Département à partir d'un formulaire ad hoc (article R.126-8-1 du code rural et de la pêche maritime).

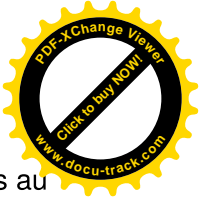
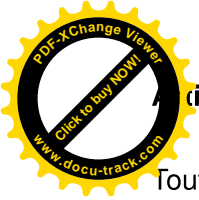
Article 5 : Replantation après coupe rase

Les interdictions ou réglementation après coupe rase ne peuvent s'appliquer qu'à des parcelles isolées ou à des parcelles rattachées à un massif d'une superficie inférieure à 0,5 hectare pour les forêts alluviales et ripisylves de plus de 20 mètres de large ou 4 hectares pour tous les autres peuplements.

Cette mesure ne concerne que les parcelles boisées incluses dans les périmètres interdits ou réglementés.

| périmètre interdit pour les massifs d'une surface inférieure à : | | périmètre réglementé pour les massifs d'une surface inférieure à : | |
|---|---|---|---|
| 0,5 ha pour les forêts alluviales et ripisylves ^[2] | 4 ha pour les autres massifs ou parcelles boisées isolées | 0,5 ha pour les forêts alluviales et ripisylves ^[2] | 4 ha pour les autres massifs ou parcelles boisées isolées |
| Après une coupe rase, on ne replante pas | | Après une coupe rase, on peut replanter en respectant les distances de recul | |

Quel que soit le périmètre, la reconstitution des boisements après coupe rase ne peut être interdite lorsque les boisements sont classés à conserver ou à protéger en application de l'article L.130-1 du code de l'urbanisme ou lorsque le maintien de la destination forestière est nécessaire pour un des motifs énumérés à l'article L.311-3 du code forestier.



Article 6 : Procédure

Tout propriétaire qui veut procéder à des semis, plantations et replantations d'essences forestières au sein du périmètre réglementé doit demander l'autorisation préalable auprès du Conseil départemental, par l'intermédiaire du Maire de Lans en Vercors, à partir d'un imprimé disponible en mairie ou au Conseil départemental.

En cas de non réponse à l'expiration d'un délai de 3 mois, le demandeur peut procéder au semis, à la plantation ou replantation envisagé pendant 5 ans à compter de cette date.

Article 7 : Approbation et diffusion

La présente délibération sera affichée pendant quinze jours au moins en mairie de Lans en Vercors et fera l'objet d'un avis publié dans un journal local diffusé dans tout le département. Elle sera insérée au recueil des actes administratifs du Département.

La réglementation des boisements sera exécutoire et les mesures transitoires édictées par délibération de la commission permanente du Conseil départemental en date du 31 mars 2017 seront caduques après les dernières mesures de publicité.

La Directrice générale des services du Département de l'Isère et le Maire de la commune de Lans en Vercors sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Article 8 : Recours

La présente délibération peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Un tel recours contentieux devra être déposé devant le Tribunal administratif de Grenoble, sis 2, place de Verdun - 38000 Grenoble. Dans ce même délai, la présente délibération pourra également être l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental de l'Isère, cette démarche suspendant le délai du recours contentieux.

[1] la délibération de cadrage précise les modalités d'exclusion de ces plantations

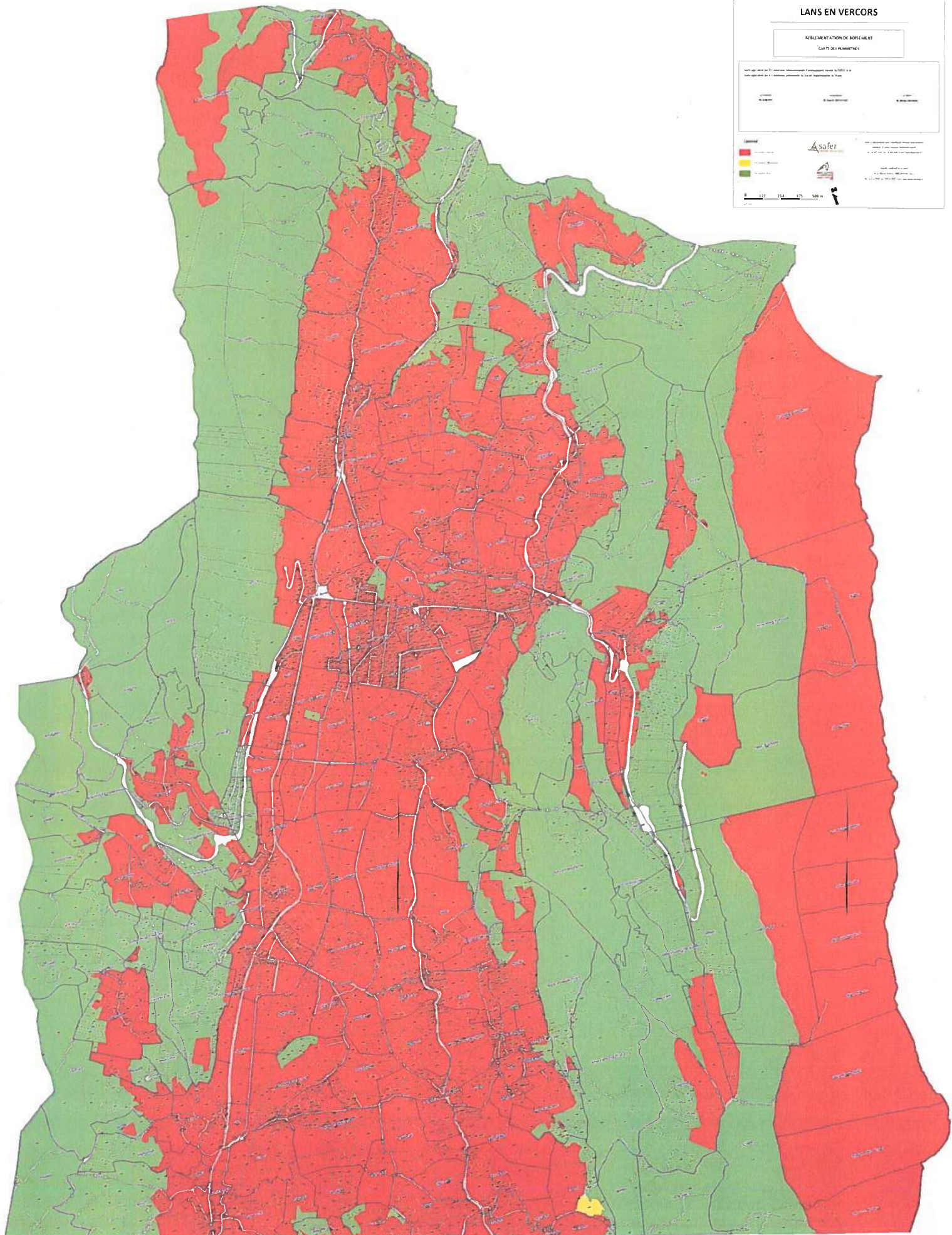
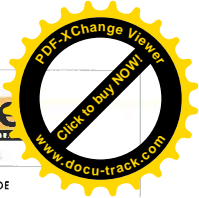
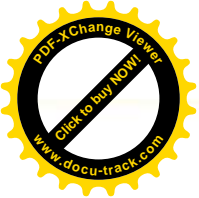
[2] Ripisylves de plus de 20 mètres de large

Pour extrait conforme,

Le Président,



Jean-Pierre Barbier




S. E. DÉPARTEMENT

COMMUNE DE
LANS EN VERCORS

ARRETEMENT DE NOTRE SECTEUR
CARTE DES PLANNETTES

Carte approuvée par le Conseil Municipal le 15/05/2012 et par le Conseil d'Arrondissement le 15/05/2012.

1:10000

1:20000

1:50000

1:10000

1:20000

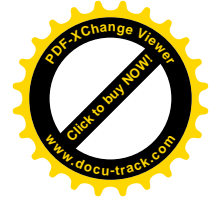
1:50000


SAFETY AND FIRE

Carte réalisée par le Service de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire de la Commune de Lans-en-Vercors.

Échelle : 1:10000

© 2012



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 21 juin 2019
DOSSIER N° 2019 CP06 B 16 37

Objet : **Approbation de la réglementation des boisements de la commune de Saint-Nizier du Moucherotte**

Politique : **Agriculture**

Programme : Aménagement foncier
Opération : Actions foncières

Service instructeur : DAM/AFO

Sans incidence financière

Répartition de subvention

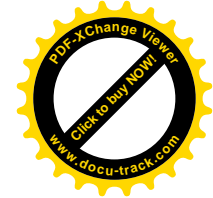
| | | | | |
|------------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| Imputations | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant budgété | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant déjà réparti | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant de la présente répartition | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Solde à répartir | ..... | ..... | ..... | ..... |

Programmation de travaux

| | | | | |
|------------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| Imputations | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant budgété | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant déjà réparti | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant de la présente répartition | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Solde à répartir | ..... | ..... | ..... | ..... |

Conventions, contrats, marchés

| | | | | |
|---------------------|-------|-------|-------|-------|
| Imputations | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Autres (à préciser) | | | | |



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 21 juin 2019
DOSSIER N° 2019 CP06 B 16 37

Numéro provisoire : 366 - Code matière : 8.4

Délégation de la commission permanente (*références délégation - articles*) :

Délibération n° 2015SE1B3204 du 2 avril 2015

Acte réglementaire ou à publier : Non

Dépôt en Préfecture le : 28-06-2019

Exécutoire le : 28-06-2019

Publication le :



DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N°2019 CP06 B 16 37,

Vu l'avis de la Commission du développement, du tourisme, de la montagne, de la forêt, de l'agriculture,

DECIDE

Vu la loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et son décret d'application n°2006-394 du 30 mars 2006 ;

Vu les dispositions du Titre II du Livre 1^{er} du Code rural et de la pêche maritime relatif à l'aménagement foncier, notamment les dispositions des articles L.126-1, L.126-2 et R.126-1 à R.126-11 ;

Vu la délibération de cadrage adoptée par l'Assemblée départementale en date du 13 mars 2015 ;

Vu le projet de réglementation des boisements proposé par la commission intercommunale d'aménagement foncier (CIAF) d'Autrans-Méaudre en Vercors, Villard de Lans, Corrençon en Vercors, Lans en Vercors, Saint-Nizier du Moucherotte et Engins dans sa séance du 15 janvier 2018 et approuvé par la Commission permanente du Département de l'Isère lors de sa séance du 23 février 2018 ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 6 décembre 2018 ;

Vu l'avis tacite de la commune de Saint-Nizier du Moucherotte, l'avis tacite du Centre Régional de la Propriété Forestière Auvergne-Rhône-Alpes, l'avis de la Chambre Départementale de l'Agriculture en date du 27 février 2019, et l'avis tacite de la Communauté de communes du massif du Vercors ;

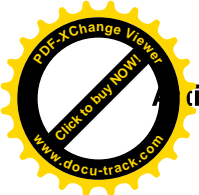
Vu la délibération de l'Assemblée départementale en date du 23 octobre 2015 relative à la délégation à la Commission permanente pour la mise en œuvre des procédures d'aménagement foncier ;

Vu le rapport du Président du Conseil départemental ;

Vu l'avis de la commission du développement, du tourisme, de la montagne, de la forêt, et de l'agriculture ;

Article 1 : Renouvellement

L'arrêté préfectoral n°2008-04799 du 29 mai 2008 est remplacé par la présente délibération.



Article 2 : Périmètres

- Un périmètre libre (en vert sur la carte) : il n'y a pas de prescription dans le périmètre libre au titre de la réglementation des boisements. Toute plantation doit respecter les distances de recul prévues par l'article 671 du Code civil.
- Un périmètre interdit (en rouge sur la carte) : tous semis, plantations et replantations après coupe rase d'essences forestières, sont interdits.
- Un périmètre réglementé (en jaune sur la carte) : dans ce périmètre, les semis, plantations ou replantations après coupe rase d'essences forestières pourront être autorisés avec l'obligation de respecter les distances de recul suivantes :
 - Par rapport aux fonds agricoles voisins non boisés : la distance minimale de recul à respecter, lorsque le fonds voisin est une parcelle agricole, devra être de 15 mètres.
 - Par rapport à la voirie publique : la distance minimale de recul à respecter est de 2 mètres à partir de la limite du domaine public. Il n'y a pas de distance minimale de recul par rapport aux chemins ruraux. Néanmoins, des distances supérieures peuvent être établies dans le cadre des servitudes de visibilité (code de la voirie routière, article L.114-1).
 - Par rapport aux habitations et établissements recevant du public : en cas de nouveau boisement, la distance minimale de recul à respecter, lorsque le fonds voisin est une habitation ou une zone de loisirs, est de 30 mètres par rapport au mur de l'habitation et/ou de 15 mètres par rapport à la limite de la parcelle. En cas de reboisement, cette distance minimale de recul est de 6 mètres par rapport à la limite de la parcelle.
 - Par rapport aux cours d'eau : la distance de recul à respecter devra être de 10 mètres par rapport aux sommets des berges du cours d'eau et de 24 mètres par rapport à l'axe des cours d'eau qui divaguent.

Si le fond voisin est déjà boisé, la distance de recul est de 2 mètres minimum.

Dans le périmètre réglementé, en cas de semis, plantation ou replantation, il n'y a pas de distinction entre les différentes essences forestières concernant les distances de recul.

La liste des parcelles cadastrales comprises dans les 3 périmètres ainsi que la carte communale des périmètres figurent en annexe. En cas d'incohérence entre la liste des parcelles et la carte des périmètres, la carte fait foi.

La durée de validité du périmètre interdit est de 15 ans à compter de la publication de la présente délibération. A l'issue de ces 15 ans, le périmètre interdit devient d'office un périmètre réglementé.

Le périmètre réglementé est valable jusqu'à la révision de la réglementation des boisements avec les distances de recul mentionnées ci-dessus.

Dans tous les périmètres, l'entretien des bandes de recul est à la charge du propriétaire.

Article 3 : Eléments exclus de la réglementation

Conformément à la délibération de cadrage adoptée par l'Assemblée départementale en date du 13 mars 2015, les éléments suivants sont exclus de la réglementation des boisements :



- les habitations et les parcs ou jardins attenants cadastrés comme tels,
- les vergers,
- les haies champêtres (haies libres, haies taillées, petits brise-vent) implantées en limite de parcelle ou selon la topographie (lutte contre l'érosion),
- les arbres isolés,
- les pépinières pour les exploitations inscrites au centre de formalités des entreprises agricoles,
- les ripisylves d'une largeur inférieure à 20 mètres, existantes ou à créer avec des essences adaptées aux milieux alluviaux,
- les plantations anti-congères, les alignements et les plantations réalisées dans le cadre d'un aménagement foncier (inter)communal ou dans le cadre d'un projet public (ou associatif) d'intérêt collectif,
- les plantations d'arbres (essences forestières ou non) dans le cadre de systèmes agro-forestiers^[1].

Article 4 : Sapins de Noël

Les semis, plantations ou replantations de sapins de Noël, tels que définis dans le décret n°2003-285 du 25 mars 2003, ne sont pas soumis aux interdictions et réglementations des boisements. Cependant, tous semis, plantations ou replantations de sapins de Noël restent soumis à déclaration auprès du Département à partir d'un formulaire ad hoc (article R.126-8-1 du code rural et de la pêche maritime).

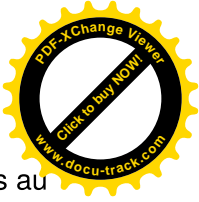
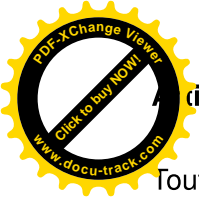
Article 5 : Replantation après coupe rase

Les interdictions ou réglementation après coupe rase ne peuvent s'appliquer qu'à des parcelles isolées ou à des parcelles rattachées à un massif d'une superficie inférieure à 0,5 hectare pour les forêts alluviales et ripisylves de plus de 20 mètres de large ou 4 hectares pour tous les autres peuplements.

Cette mesure ne concerne que les parcelles boisées incluses dans les périmètres interdits ou réglementés.

| périmètre interdit pour les massifs d'une surface inférieure à : | | périmètre réglementé pour les massifs d'une surface inférieure à : | |
|---|---|---|---|
| 0,5 ha pour les forêts alluviales et ripisylves ^[2] | 4 ha pour les autres massifs ou parcelles boisées isolées | 0,5 ha pour les forêts alluviales et ripisylves ^[2] | 4 ha pour les autres massifs ou parcelles boisées isolées |
| Après une coupe rase, on ne replante pas | | Après une coupe rase, on peut replanter en respectant les distances de recul | |

Quel que soit le périmètre, la reconstitution des boisements après coupe rase ne peut être interdite lorsque les boisements sont classés à conserver ou à protéger en application de l'article L.130-1 du code de l'urbanisme ou lorsque le maintien de la destination forestière est nécessaire pour un des motifs énumérés à l'article L.311-3 du code forestier.



Article 6 : Procédure

Tout propriétaire qui veut procéder à des semis, plantations et replantations d'essences forestières au sein du périmètre réglementé doit demander l'autorisation préalable auprès du Conseil départemental, par l'intermédiaire du Maire de Saint-Nizier du Moucherotte, à partir d'un imprimé disponible en mairie ou au Conseil départemental.

En cas de non réponse à l'expiration d'un délai de 3 mois, le demandeur peut procéder au semis, à la plantation ou replantation envisagé pendant 5 ans à compter de cette date.

Article 7 : Approbation et diffusion

La présente délibération sera affichée pendant quinze jours au moins en mairie de Saint-Nizier du Moucherotte et fera l'objet d'un avis publié dans un journal local diffusé dans tout le département. Elle sera insérée au recueil des actes administratifs du Département.

La réglementation des boisements sera exécutoire et les mesures transitoires édictées par délibération de la commission permanente du Conseil départemental en date du 31 mars 2017 seront caduques après les dernières mesures de publicité.

La Directrice générale des services du Département de l'Isère et le Maire de la commune de Saint-Nizier du Moucherotte sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Article 8 : Recours

La présente délibération peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Un tel recours contentieux devra être déposé devant le Tribunal administratif de Grenoble, sis 2, place de Verdun - 38000 Grenoble. Dans ce même délai, la présente délibération pourra également être l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental de l'Isère, cette démarche suspendant le délai du recours contentieux.

[1] la délibération de cadrage précise les modalités d'exclusion de ces plantations

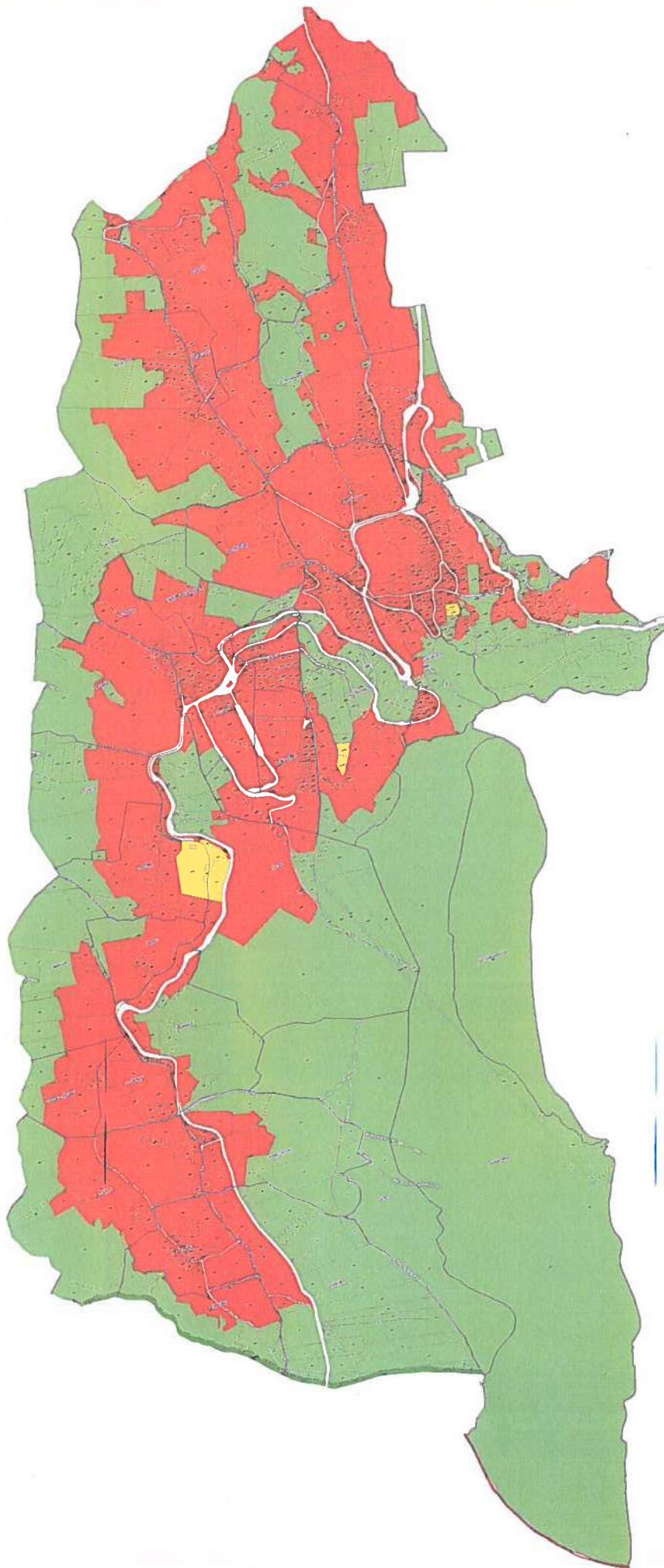
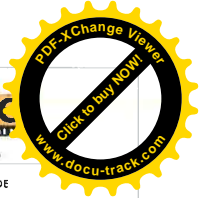
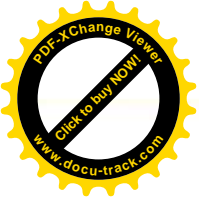
[2] Ripisylves de plus de 20 mètres de large

Pour extrait conforme,

Le Président,



Jean-Pierre Barbier



COMMUNE DE
SAINT-NIZIER-DU-MOUCHEROTTE

RÉGLEMENTATION DES ZONES D'INTERÊT
CARTES DES ZONES D'INTERÊT

Carte des zones d'interêt d'urbanisme et de protection de l'environnement

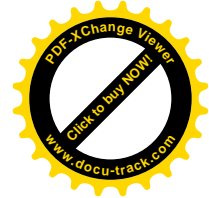
Carte des zones d'interêt d'urbanisme et de protection de l'environnement

Legend:

- Zone d'interêt d'urbanisme
- Zone d'interêt de protection de l'environnement
- Zone d'interêt de protection de l'environnement

Scale: 0 125 250 500 m

North arrow



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 21 juin 2019
DOSSIER N° 2019 CP06 B 16 34

Objet : **Approbation de la réglementation des boisements de la commune de Villard de Lans**

Politique : **Agriculture**

Programme: Aménagement foncier

 Actions foncières

Opération :

Service instructeur : DAM/AFO

Sans incidence financière

Répartition de subvention

| | | | | |
|------------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| Imputations | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant budgété | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant déjà réparti | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant de la présente répartition | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Solde à répartir | ..... | ..... | ..... | ..... |

Programmation de travaux

| | | | | |
|------------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| Imputations | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant budgété | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant déjà réparti | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Montant de la présente répartition | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Solde à répartir | ..... | ..... | ..... | ..... |

Conventions, contrats, marchés

| | | | | |
|---------------------|-------|-------|-------|-------|
| Imputations | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Autres (à préciser) | | | | |



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 21 juin 2019
DOSSIER N° 2019 CP06 B 16 34

Numéro provisoire : 363 - Code matière : 8.4

Délégation de la commission permanente (*références délégation - articles*) :

Délibération n° 2015SE1B3204 du 2 avril 2015

Acte réglementaire ou à publier : Oui

Dépôt en Préfecture le : 28-06-2019

Exécutoire le : 28-06-2019

Publication le :



DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N°2019 CP06 B 16 34,

Vu l'avis de la Commission du développement, du tourisme, de la montagne, de la forêt, de l'agriculture,

DECIDE

Vu la loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et son décret d'application n°2006-394 du 30 mars 2006 ;

Vu les dispositions du Titre II du Livre 1^{er} du Code rural et de la pêche maritime relatif à l'aménagement foncier, notamment les dispositions des articles L.126-1, L.126-2 et R.126-1 à R.126-11 ;

Vu la délibération de cadrage adoptée par l'Assemblée départementale en date du 13 mars 2015 ;

Vu le projet de règlementation des boisements proposé par la commission intercommunale d'aménagement foncier (CIAF) d'Autrans-Méaudre en Vercors, Villard de Lans, Corrençon en Vercors, Lans en Vercors, Saint-Nizier du Moucherotte et Engins dans sa séance du 15 janvier 2018 et approuvé par la Commission permanente du Département de l'Isère lors de sa séance du 23 février 2018 ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 6 décembre 2018 ;

Vu l'avis de la commune de Villard de Lans en date du 25 avril 2019, l'avis tacite du Centre Régional de la Propriété Forestière Auvergne-Rhône-Alpes, l'avis de la Chambre Départementale de l'Agriculture en date du 27 février 2019, et l'avis tacite de la Communauté de communes du massif du Vercors ;

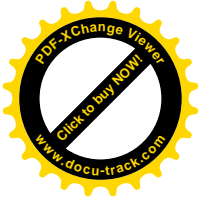
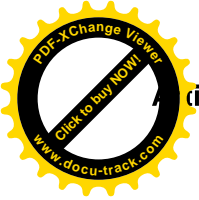
Vu la délibération de l'Assemblée départementale en date du 23 octobre 2015 relative à la délégation à la Commission permanente pour la mise en œuvre des procédures d'aménagement foncier ;

Vu le rapport du Président du Conseil départemental,

Vu l'avis de la commission du développement, du tourisme, de la montagne, de la forêt, et de l'agriculture,

Article 1 : Renouvellement

L'arrêté préfectoral n°2006-04643 du 19 juin 2006 est remplacé par la présente délibération.



Article 2 : Périmètres

- Un périmètre libre (en vert sur la carte) : il n'y a pas de prescription dans le périmètre libre au titre de la réglementation des boisements. Toute plantation doit respecter les distances de recul prévues par l'article 671 du Code civil.
- Un périmètre interdit (en rouge sur la carte) : tous semis, plantations et replantations après coupe rase d'essences forestières, sont interdits.
- Un périmètre réglementé (en jaune sur la carte) : dans ce périmètre, les semis, plantations ou replantations après coupe rase d'essences forestières pourront être autorisés avec l'obligation de respecter les distances de recul suivantes :
 - Par rapport aux fonds agricoles voisins non boisés : la distance minimale de recul à respecter, lorsque le fonds voisin est une parcelle agricole, devra être de 15 mètres.
 - Par rapport à la voirie publique : la distance minimale de recul à respecter est de 2 mètres à partir de la limite du domaine public. Il n'y a pas de distance minimale de recul par rapport aux chemins ruraux. Néanmoins, des distances supérieures peuvent être établies dans le cadre des servitudes de visibilité (code de la voirie routière, article L.114-1).
 - Par rapport aux habitations et établissements recevant du public : en cas de nouveau boisement, la distance minimale de recul à respecter, lorsque le fonds voisin est une habitation ou une zone de loisirs, est de 30 mètres par rapport au mur de l'habitation et/ou de 15 mètres par rapport à la limite de la parcelle. En cas de reboisement, cette distance minimale de recul est de 6 mètres par rapport à la limite de la parcelle.
 - Par rapport aux cours d'eau : la distance de recul à respecter devra être de 10 mètres par rapport aux sommets des berges du cours d'eau et de 24 mètres par rapport à l'axe des cours d'eau qui divaguent.

Si le fond voisin est déjà boisé, la distance de recul est de 2 mètres minimum.

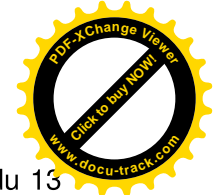
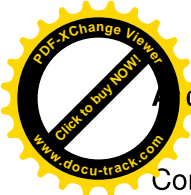
Dans le périmètre réglementé, en cas de semis, plantation ou replantation, il n'y a pas de distinction entre les différentes essences forestières concernant les distances de recul.

La liste des parcelles cadastrales comprises dans les 3 périmètres ainsi que la carte communale des périmètres figurent en annexe. En cas d'incohérence entre la liste des parcelles et la carte des périmètres, la carte fait foi.

La durée de validité du périmètre interdit est de 15 ans à compter de la publication de la présente délibération. A l'issue de ces 15 ans, le périmètre interdit devient d'office un périmètre réglementé.

Le périmètre réglementé est valable jusqu'à la révision de la réglementation des boisements avec les distances de recul mentionnées ci-dessus.

Dans tous les périmètres, l'entretien des bandes de recul est à la charge du propriétaire.



Article 3 : Eléments exclus de la réglementation

Conformément à la délibération de cadrage adoptée par l'Assemblée départementale en date du 13 mars 2015, les éléments suivants sont exclus de la réglementation des boisements :

- les habitations et les parcs ou jardins attenants cadastrés comme tels,
- les vergers,
- les haies champêtres (haies libres, haies taillées, petits brise-vent) implantées en limite de parcelle ou selon la topographie (lutte contre l'érosion),
- les arbres isolés,
- les pépinières pour les exploitations inscrites au centre de formalités des entreprises agricoles,
- les ripisylves d'une largeur inférieure à 20 mètres, existantes ou à créer avec des essences adaptées aux milieux alluviaux,
- les plantations anti-congères, les alignements et les plantations réalisées dans le cadre d'un aménagement foncier (inter)communal ou dans le cadre d'un projet public (ou associatif) d'intérêt collectif,
- les plantations d'arbres (essences forestières ou non) dans le cadre de systèmes agroforestiers^[1].

Article 4 : Sapins de Noël

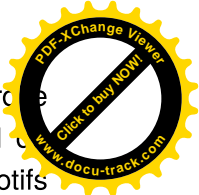
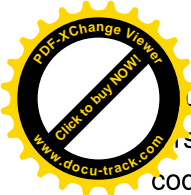
Les semis, plantations ou replantations de sapins de Noël, tels que définis dans le décret n°2003-285 du 25 mars 2003, ne sont pas soumis aux interdictions et réglementations des boisements. Cependant, tous semis, plantations ou replantations de sapins de Noël restent soumis à déclaration auprès du Département à partir d'un formulaire ad hoc (article R.126-8-1 du code rural et de la pêche maritime).

Article 5 : Replantation après coupe rase

Les interdictions ou réglementation après coupes rases ne peuvent s'appliquer qu'à des parcelles isolées ou à des parcelles rattachées à un massif d'une superficie inférieure à 0,5 hectare pour les forêts alluviales et ripisylves de plus de 20 mètres de large ou 4 hectares pour tous les autres peuplements.

Cette mesure ne concerne que les parcelles boisées incluses dans les périmètres interdits ou réglementés.

| périmètre interdit pour les massifs d'une surface inférieure à : | | périmètre réglementé pour les massifs d'une surface inférieure à : | |
|---|---|---|---|
| 0,5 ha pour les forêts alluviales et ripisylves ^[2] | 4 ha pour les autres massifs ou parcelles boisées isolées | 0,5 ha pour les forêts alluviales et ripisylves ^[2] | 4 ha pour les autres massifs ou parcelles boisées isolées |
| Après une coupe rase, on ne replante pas | | Après une coupe rase, on peut replanter en respectant les distances de recul | |



quel que soit le périmètre, la reconstitution des boisements après coupe rase ne peut être interdite lorsque les boisements sont classés à conserver ou à protéger en application de l'article L.130-1 du code de l'urbanisme ou lorsque le maintien de la destination forestière est nécessaire pour un des motifs énumérés à l'article L.311-3 du code forestier.

Article 6 : Procédure

Tout propriétaire qui veut procéder à des semis, plantations et replantations d'essences forestières au sein du périmètre réglementé doit demander l'autorisation préalable auprès du Conseil départemental, par l'intermédiaire du Maire de Villard de Lans, à partir d'un imprimé disponible en mairie ou au Conseil départemental.

En cas de non réponse à l'expiration d'un délai de 3 mois, le demandeur peut procéder au semis, à la plantation ou replantation envisagé pendant 5 ans à compter de cette date.

Article 7 : Approbation et diffusion

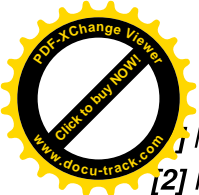
La présente délibération sera affichée pendant quinze jours au moins en mairie de Villard de Lans et fera l'objet d'un avis publié dans un journal local diffusé dans tout le département. Elle sera insérée au recueil des actes administratifs du Département.

La réglementation des boisements sera exécutoire et les mesures transitoires édictées par délibération de la commission permanente du Conseil départemental en date du 31 mars 2017 seront caduques après les dernières mesures de publicité.

La Directrice générale des services du Département de l'Isère et le Maire de la commune de Villard de Lans sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Article 8 : Recours

La présente délibération peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Un tel recours contentieux devra être déposé devant le Tribunal administratif de Grenoble, sis 2, place de Verdun - 38000 Grenoble. Dans ce même délai, la présente délibération pourra également être l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental de l'Isère, cette démarche suspendant le délai du recours contentieux.



la délibération de cadrage précise les modalités d'exclusion de ces plantations
[2] Ripisylves de plus de 20 mètres de large

Pour extrait conforme,

Le Président,



Jean-Pierre Barbier

